

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats

2, Rue Gambetta
(77019009)
77210 Avon

Références : E/25.2876
Code AIOT : 0006500062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats implanté PRE D'ALBAINE à Balloy et Bazoches-les-Bray. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- PRE D'ALBAINE 77118 Balloy
- Code AIOT : 0006500062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cet établissement est composé d'une carrière et d'installations de traitement de matériaux de

carrière.

Les installations de traitement (embranchées voie d'eau) reçoivent des matériaux d'autres carrières car la carrière est épuisée. Le site est autorisé jusqu'en 2036 mais les installations de traitement de matériaux de carrières peuvent se maintenir à condition d'être alimentées par des carrières situées à proximité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article III-17	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article III-19	Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des Pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-3-1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-3-2-2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-5	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Station de transit	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article I-2	Sans objet
4	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement est composé d'une carrière et d'installations de traitement de matériaux de carrière. Les zones dangereuses (bassin d'eau claires et bassin de décantation ne sont pas complètement clos. Les accès ne sont pas contrôlés.

Le quai de déchargement doit être équipé d'une aire étanche avec débourbeur deshuileur car la pelle est située au-dessus de la darse.

Le détecteur de fuite de la cuve de GNR doit être rendu opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Station de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article I-2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2517
Prescription contrôlée : Le tableau de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2006 mentionne la rubrique 2517 "Station de transit" pour un volume de 200 000 m ³ .
Constats : Le libellé de la rubrique 2517 " Station de transit " a été modifié, le critère de classement s'exprime à présent en m ² . L'exploitant a sollicité le bénéfice de droit acquis pour cette rubrique pour une surface de 14ha. Cette demande a reçu une réponse favorable.

En examinant le plan de situation, l'inspection constate que l'emprise des stocks de matériaux autour des installations est bien comprise dans cette surface.

L'inspection rappelle que les matériaux que reçoivent les installations de traitement proviennent d'autres carrières que celle faisant partie de cet AIOT (épuisée) et que c'est pour cette raison que la rubrique 2517 est active sur ce site pour l'ensemble des matériaux de carrière reçus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article III-17

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité (cf. article I-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, du bassin d'eau claire et du bassin de décantation.

Les franchissements de chemin font l'objet de mesures particulières.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 100 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel.

Un accès sécurisé doit être possible à la demande du propriétaire pour les 2 parcelles enclavées section I n° 1670 et 5 dans l'emprise de la carrière mais exclues du périmètre autorisé.

Constats :

Les clôtures autour des bassins de décantation ou d'eau claires sont incomplètes. (cf plan de situation)

Le contrôle a minima semestriel du bon état des clôtures et des pancartes signalant le danger ne fait pas l'objet d'un enregistrement.

L'exploitant indique qu'il est à présent propriétaire de la parcelle n° 5 et que la parcelle I 1670 est un bien sans maître qui va être attribué à la commune.

L'inspection constate que le portail (Plaine) est resté ouvert ce qui implique que les accès ne sont pas contrôlés.



<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter les clôtures autour des bassins d'eaux claires et des bassins de décantation ainsi que la signalisation du risque de noyade et d'enlèvement.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les portails annexes sont systématiquement refermés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article III-19
Thème(s) : Autre, Plan de situation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'échelle, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les zones déjà exploitées non remises en état, • les zones remises en état, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF), • l'installation de traitement et toutes ses annexes, • les pistes et voies de circulation, • les forages, • la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, • les bornes mentionnées à l'article III-2, • les valeurs des éléments S1, S2 et L3 définis à l'article V-1 pour le périmètre défini à l'article I-3-1.
<p>Constats :</p> <p>Les installations, leur emprise, les pistes et les courbes de niveaux ne figurent pas sur le plan de situation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan conforme à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-7
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle annuel des niveaux sonores en limite de site et des émergences

Prescription contrôlée :

Le site peut fonctionner en semaine de 6h à 22h du lundi au vendredi et à titre exceptionnel le samedi

Le niveau sonore en limite ne doit pas dépasser 70 dB(A) de 7 h à 22 h, et 55 dB(A) de 6h à 7 h.

Constats :

Le contrôle effectué en 2024 ne montre pas de dépassement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

III – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

(...)

V - l'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

VI - Toute fuite sur un engin de chantier ou véhicule entraînera l'arrêt de celui-ci.

VII - L'entretien et les petites réparations pourront s'effectuer au-dessus de l'aire étanche fixe

Constats :

L'aire étanche présente à proximité des ateliers est fonctionnelle.

L'identification des produits sur rétention doit être améliorée, les fiches de données de sécurité des produits stockés doivent être présentes dans le local.

Une cuve de GNR utilisée pour le remplissage des réservoirs des engins est présente sur rétention maçonnée à proximité de l'aire étanche. Cette cuve est une cuve double enveloppe mais le témoin de fuite semble ne pas fonctionner.

L'inspection constate qu'un quai de déchargement été réalisé dans la darse pour décharger les sables et graviers provenant de la carrière de Mouy-sur-Seine. La pelle hydraulique est installée sur

une dalle avec rebords, surplombant la darse. Le plein du réservoir de cet engin est réalisé sur cette dalle.

Cette dalle doit avoir les mêmes caractéristiques qu'une aire étanche et être reliée à un débourbeur déshuileur qui traiteront les égouttures et éventuels débordements ainsi que les eaux pluviales recueillies par la dalle. Le rejet après débourbeur déshuileur ne doit pas se déverser dans la darse.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit améliorer l'identification des produits stockés et rendre les FDS disponibles dans le local.

L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement du détecteur de fuite de la cuve de GNR.

L'exploitant doit équiper la pelle du quai de déchargement d'une aire étanche avec débourbeur déshuileur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-3-2-2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées

Prescription contrôlée :

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES	NORME DE RÉFÉRENCE
pH	5,5 < pH < 8,5	

Température	< 30 °C	
MEST	< 35 mg/l	NFT 90-105
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l	NFT 90-101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

Les contrôles réalisés en sortie du débourbeur déshuileur, dans la darse et dans le bassin d'eau claire en 2024 ne révèlent pas d'anomalie.

L'inspection constate qu'une partie des eaux pluviales des pistes autour des installations est directement orientée vers la darse sans décantation préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit améliorer la gestion des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2006, article IV-5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantité adaptées aux risques, répartis à l'intérieur des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques

des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,

- le décret n° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement Général des Industries Extractives),
- la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Constats :

Le contrôle des extincteurs a été réalisé en 2025.

Le rapport de contrôle des installations électriques du 5 décembre 2024 fait apparaître 5 observations dont 3 déjà signalées lors d'un contrôle précédent.

L'exploitant ne peut pas justifier que ces 5 observations ont été levées.

L'inspection rappelle que toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant. Quelle est cette personne ?

Le dépotage (remplissage de la cuve de GNR) fait l'objet d'une procédure de mise à la terre que l'exploitant ne connaît pas.

Un point d'eau à destination des pompiers est identifié dans la darse, mais il n'est pas équipé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les observations du contrôle des installations électriques de décembre 2024 ont été levées.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

L'exploitant doit désigner cette personne et s'assurer qu'elle connaît les procédures nécessaires.

L'exploitant doit justifier que le point d'eau dans la darse correspond aux exigences du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

